

GUERRE AU MALI



# La France ose, les Africains suivent

**Déclenchée vendredi, l'offensive de l'armée malienne, appuyée par l'aviation militaire française, contre les groupes islamistes qui avançaient vers le centre du Mali s'est poursuivie durant la nuit et la journée du samedi. Face au déluge de feu des avions de chasse français, les groupes terroristes ont dû abandonner leurs positions acquises jeudi. Les premiers bilans font état de plusieurs terroristes tués et des voitures et arsenaux militaires détruits. Dans les combats, la France a perdu un pilote d'hélicoptère, un lieutenant.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - La France, qui a vite fait d'accompagner son effort de guerre d'un forcing diplomatique ininterrompu, a soutenu, samedi, que son intervention militaire au Mali est «une opération bilatérale franco-malienne».

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves le Drian, s'est présenté devant la presse pour rendre compte de ce que la France a entrepris dès vendredi.

Il a affirmé que la France a utilisé ses avions de chasse pour stopper des caravanes terroristes.

Des raids qui ont été effectués, a-t-il dit, aux environs de 16 heures. Jean-Yves le Drian a également informé que des soldats français, quelques centaines, ont été déployés à Bamako pour sécuriser et la capitale malienne et les ressortissants français s'y trouvant.

L'opération militaire ainsi engagée contre les groupes terroristes ayant tenté de pousser vers le centre du Mali et qui ont pu prendre la ville de Konna jeudi

est loin d'être une intervention éclair. Le ministre français de la Défense a affirmé qu'elle durera «aussi longtemps que nécessaire». Elle pourrait même s'intensifier, puisque Jean-Yves le Drian a souligné que des avions Rafales sont en alerte en niveau de la Métropole.

L'offensive franco-malienne contre les groupes terroristes, à laquelle des troupes nigérianes et sénégalaises auraient pris part, aurait été, à en croire les bilans avancés, fructueuse. Près d'une centaine de terroristes aurait été éliminée et un important arsenal de guerre détruit lors des raids aériens des hélicoptères français. Tombée jeudi aux mains des groupes terroristes venus du Nord-Mali, la ville de Konna a été récupérée. Lors du premier jour des affrontements, la France a perdu un lieutenant pilote d'hélicoptère.

## Soutien politique international

Etant intervenue militairement sans se référer au Conseil de sécurité de l'ONU, la France a



Photo : DP

pris le risque de subir une levée de boucliers au plan international. Rien de cela n'a été. Bien au contraire, l'Union européenne, les Etats-Unis et les pays de l'Afrique de l'Ouest lui ont exprimé leur soutien politique. La première expression de reconnaissance ne pouvait venir que du président malien Dioncounda Traoré qui, samedi, a appelé le président François Hollande pour le remercier.

Au niveau occidental, Londres, Berlin et Washington n'ont pas hésité à saluer la décision française de s'engager militairement au Mali.

Si Londres et Berlin ne font aucune annonce quant à une éventuelle participation à cet

effort de guerre, Washington, en revanche, a fait savoir, dès samedi, qu'elle était prête à apporter un appui logistique à la France, notamment la mise à disposition de drones de reconnaissance.

Au niveau du continent africain, la Cédéao et l'UA se sont déclarées satisfaites de cette intervention française. Seule voix discordante, cependant, celle de Moscou qui a rappelé qu'il faille s'en tenir à la légalité internationale et se soumettre aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Un Conseil de sécurité que la France s'est rappelé après coup, puisque samedi, elle lui a destiné une lettre dans laquelle elle lui demande de hâter le déploiement

de la force africaine, conformément à la Résolution 2085.

## La Cédéao se prépare à investir le terrain

L'intervention militaire française semble avoir mis en appétit les contingents de la Cédéao qui étaient sur un pied depuis un moment déjà.

Même si la France ne dit pas qu'elle poussera son intervention y compris dans le territoire du nord du Mali, n'empêche que les pays de l'Afrique de l'Ouest s'enthousiasment, eux, à ouvrir le front du Nord.

Dans le lot des engagements exprimés, c'est le Burkina Faso, dont le président Blaise Compaoré officie en médiateur dans la crise malienne, qui annonce en premier la levée d'un bataillon fort de 500 hommes, avant que le Niger n'annonce à son tour la mise d'autant de soldats à la disposition de la Mission internationale de soutien au Mali (Misma).

Le ministre ivoirien à l'Intégration, Ally Coulibaly, a informé, samedi, que les premiers soldats de la force africaine pourraient arriver au Mali dès ce dimanche.

«Ça s'accélère, dès dimanche les premiers éléments de la force de la Mission internationale de soutien (Misma) pourraient être aux côtés des troupes maliennes», a-t-il déclaré.

Le président de la Cédéao a autorisé d'ailleurs, dès vendredi, l'envoi immédiat des troupes au Mali. La solution militaire se met en place.

S. A. I.

## RÉACTION DE SELLAL À PARTIR DE GHADAMES :

# «L'Algérie reste attachée au processus de dialogue»

**Au lendemain de l'offensive de l'armée française contre les groupes terroristes au Mali, le Premier ministre a réagi, à partir de Ghadames, pour rappeler que l'Algérie reste attachée à un «dialogue politique» entre les différentes parties.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - C'est à partir de Libye que le Premier ministre a réagi, hier, aux derniers développements que connaît le Mali.

Abdelmalek Sellal, qui participait, à Ghadames, à une rencontre algéro-tuniso-libyenne sur la sécurité des frontières, s'est toutefois contenté de rappeler la position algérienne concernant la crise malienne et qui se limite en une seule phrase : «Soutient le dialogue politique entre les différentes parties.»

Prudent, Sellal a évité de se prononcer ouvertement sur l'offensive lancée par la France contre les groupes terroristes au Mali.

Mais l'ordre du jour de cette rencontre entre justement dans la gestion de la problématique sécuritaire au Maghreb et dans la sous-région du Sahel.

Ainsi, la Libye, la Tunisie et l'Algérie ont décidé de «créer des points de contrôle communs et de coordonner les patrouilles aux frontières pour assurer la sécurité et lutter contre le trafic d'armes et

le crime organisé», précise le communiqué signé par les trois

Premiers ministres, Ali Zeidan, Abdelmalek Sellal et Hamadi Jebali.

Rappelons que la chute du régime de Mouamar Kadhafi en 2011 avait eu des conséquences directes sur la détérioration de la situation sécuritaire au Sahel. Les groupes terroristes présents

au Nord-Mali, notamment Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao).

Ces organisations avaient réussi à s'équiper militairement en puisant dans les stocks d'armes libyens.

Pour tenter de mettre un terme aux trafics et de contrôler le sud de leur territoire, les autorités libyennes avaient décidé, au courant du mois de décembre 2012, de fermer leurs frontières avec l'Algérie, le Niger, le Soudan et le Tchad.

T. H.

# «Une décision souveraine», selon Amar Belani

**L'Algérie a considéré l'intervention militaire française au Mali comme une décision souveraine des autorités maliennes. Dans une déclaration rendue publique samedi après-midi, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani, a condamné l'incursion des terroristes dans le centre du Mali, tout en exprimant un soutien non équivoque au pouvoir de Bamako.**

La diplomatie algérienne ne prend donc pas un chemin de traverse pour décliner une réaction directement inhérente à l'intervention militaire française au Mali. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani, a déclaré que la décision des autorités maliennes de faire appel à l'aide militaire française est une décision souveraine.

«Il faut surtout bien noter que c'est une décision souveraine du Mali qui a demandé l'aide des puissances amies pour renforcer ses capacités nationales de lutte contre le terrorisme.» Mais il reste que la situation au Mali préoccupe les autorités algériennes. Amar Belani a affirmé que «l'Algérie condamne avec la dernière énergie les incursions et les attaques menées par les groupes terroristes dans la région de Mopti qu'elle considère comme une nouvelle agression contre l'intégrité territoriale du Mali», a affirmé Belani, poursuivant : «Face à ces nouveaux développements, elle exprime son soutien non équivoque aux autorités maliennes de transition avec lesquelles le gouvernement algérien entretient des relations de coopération multiformes, y compris dans le domaine militaire. Elle tient à assurer le peuple du Mali de sa fraternelle solidarité afin qu'il puisse recouvrer sa pleine souveraineté sur toute l'étendue de son territoire national.» En faisant cas de son soutien «non équivoque» aux

autorités maliennes de transition, l'Algérie souscrirait donc au choix fait par ces dernières de solliciter l'aide militaire de la France pour stopper la progression des groupes terroristes vers le centre du Mali.

L'Algérie se suffit ainsi de prendre acte des derniers développements au Mali. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a, par ailleurs, rappelé dans sa déclaration que l'Algérie «a fermement appelé les différents groupes de la rébellion respectueux de l'intégrité territoriale du Mali et n'ayant aucun lien avec le terrorisme à s'engager dans la recherche d'une solution politique» et que «l'Algérie inscrit son action dans la continuité, la cohérence et la globalité de la Résolution 2085 du Conseil de sécurité et dans le respect de sa mise en œuvre pour la prise en charge des dimensions politique, humanitaire et sécuritaire de la crise malienne».

S. A. I.